

Groupe communiste – Jean-Jacques MOREAU (Nantes)

Point 24– Débat d'orientations budgétaires 2011.

Monsieur le Président, cher(e)s collègues,

La taxe professionnelle était la principale ressource pour Nantes Métropole et sa suppression aura des conséquences sur ses finances, mais aussi et surtout sur les budgets des ménages. En effet, la participation financière des foyers pour les collectivités locales va passer de 46% à 62%. Le combat pour une fiscalité juste en faveur des plus modestes est aujourd'hui plus que jamais au centre des débats.

Sous prétexte de relance économique et d'un grave déficit, le gouvernement fait passer une loi de finance mal ficelée et inégalitaire tout en poursuivant la stratégie débutée en 2004, en transférant des compétences aux collectivités locales, sans les fonds qui vont avec. L'endettement de l'Etat reporté sur celle-ci, a pour conséquence de réduire leurs marges de manœuvres fiscales. Cette année, la suppression de la TP provoquera un manque à gagner de 21 millions d'euros pour la communauté urbaine, en plus des 15 déjà perdus en 2010.

Réduire l'autonomie financière des collectivités est une forme de recentralisation, alors que ce sont elles qui pallient le désengagement de l'Etat et assurent 73% des investissements publics. La dégradation progressive des services publics organisés par la droite, ne pourra plus être atténuée par les politiques locales. Et pourtant, le développement de l'enseignement, de la recherche, de l'industrie et du logement sont des priorités absolues en cette période de difficultés économiques.

Ce contexte de rigueur est peu favorable à une relance économique, c'est pourquoi les élus communistes souhaitent que nos investissements continuent, dans le but de ne pas freiner le développement des services rendus sur le territoire de l'agglomération. Les aménagements menés par la Métropole sont de vrais soutiens à l'économie locale et contribuent à atténuer les déséquilibres sociaux.

Une politique plus équitable en faveur des familles les plus modestes reste pour notre groupe essentiel. Les abattements sur la taxe d'habitation décidés en juin dernier sont

donc les bienvenus pour contrer des décisions gouvernementales axées favorisant les plus riches.

En dépit de la nouvelle taxe sur les organismes HLM qui privera Nantes Habitat de 2 à 4 millions d'euro cette année, alors que les mal-logés n'ont jamais été aussi nombreux, les projets de logements et surtout de logements sociaux doivent être maintenus voire même amplifiés. Avec le même esprit exigeant dans la réalisation du bâti.

Restons également exigeant sur le terrain des transports en commun. Les besoins de mobilités grandissent chaque année et sont au cœur de la dynamique territoriale. Bientôt nous pourrons emprunter le nouveau tronçon entre les lignes 1 et 2 ainsi que les lignes «chronobus ».

Nous tenons aussi à rappeler que le recours à l'emprunt pour des projets pérennes peut-être une solution pertinente pour répondre immédiatement et sur le long terme aux besoins des habitants. Les investissements faits aujourd'hui profiteront à tous pendant des décennies.

S'agissant du budget de fonctionnement, que les élus d'opposition voudraient réduire et encore réduire au nom d'une soi-disant «bonne gestion », nous devons tenir compte des besoins réels. Cette politique du toujours moins de fonctionnaires peut nous conduire à dépenser le double en sous-traitance, sans garantie d'un travail mieux fait. La limitation de l'évolution des dépenses de personnel à 3% est une mesure équilibrée mais n'allons pas plus loin. Ne jouons pas le même jeu que l'Etat en dictant des règles incohérentes face aux besoins de nos concitoyens, comme le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux.

Malgré les nombreuses incertitudes sur les recettes de Nantes Métropole, notre territoire a toujours un fort potentiel de développement dans bien des domaines. Pour rester attractif et créer de nouveaux emplois, il est primordial de favoriser les secteurs d'avenir y compris l'industrie en déséquilibre par rapport au tertiaire.

Prenons le cap d'une politique volontariste en matière d'investissements, de services publics et de cadre de vie pour répondre aux besoins et aux exigences de l'ensemble de nos concitoyens.

Je vous remercie de votre attention.